

L'Allemagne, forte mais si seule

mardi 28 mars 2017, par [Cyrille BRET](#), [Fabien LAURENCON](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Cyrille BRET](#), [Fabien LAURENCON](#), **L'Allemagne, forte mais si seule**, *Diploweb.com* : la revue géopolitique, 28 mars 2017.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Voici une analyse géopolitique magistrale de la première puissance économique de l'Union européenne.

L'Allemagne fait aujourd'hui face au risque de la solitude géopolitique à l'égard de ses alliés traditionnels. Elle réalise pourtant un notable *aggiornamento* diplomatique et militaire. Mais la relation privilégiée avec les Etats-Unis, le couple franco-allemand, son influence en Europe et les liens historiques avec la Turquie se dégradent inexorablement. Fondée sur le « Plus jamais ça ! » (*Nie wieder*) en rejet de l'impérialisme militaire, l'action extérieure de l'Allemagne s'est déployée en Afghanistan et au Sahel dans le cadre du « Jamais seule » (*Nie allein*) exigeant l'action en coalition. A la veille d'une série d'élections majeures, l'Allemagne saura-t-elle rompre la spirale qui la coupe de ses alliances historiques ?

Le découplage avec les Etats-Unis s'accroît

Le 18 mars 2017, le monde entier a pu assister médusé au camouflet symbolique infligé à la chancelière allemande par le nouveau président américain. Qu'il s'agisse ou non d'un acte délibéré, Donald Trump a refusé la poignée de main suggérée par Angela Merkel lors de sa réception à la Maison blanche. C'est le symbole d'une mésentente croissante entre l'Allemagne et son soutien traditionnel américain.

La rupture est proprement historique : dès sa fondation en 1949, la jeune [République Fédérale d'Allemagne](#) avait trouvé sa légitimité démocratique et sa protection géopolitique auprès de l'occupant et puissance tutélaire américaine. Malgré l'anti-militarisme des années 1960 et 1970 exprimé par le fameux slogan « *better red than dead* », l'alliance américaine était la colonne vertébrale de l'action extérieure allemande, notamment au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), à l'égard d'Israël et dans ses rapports avec la République démocratique d'Allemagne (RDA). A la fin de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), l'Allemagne avait même pris part à l'intervention au Kosovo (1998) et en Afghanistan (2001) aux côtés du patron et modèle américain. Aujourd'hui, l'administration Trump achève de mettre à mal cette relation privilégiée fondamentale pour le système de sécurité allemand et pour la culture politique du pays.

A vrai dire, le découplage entre les deux pays avait commencé sous les présidences de G. W. Bush puis de B. Obama. L'Allemagne de Schröder et Fischer avait refusé de participer à la Deuxième Guerre du Golfe (2003) et celle de Merkel à celle de [Libye](#) (2011). Plus récemment, le pivot obamien vers l'Asie, le désengagement militaire américain des théâtres européens, la réduction des formats otaniens, tous ces facteurs avaient largement fissuré le vernis officiel des rituelles célébrations de la solidarité transatlantique. Le discours brutal du nouveau président américain et sa traduction corporelle dans le rendez-vous manqué du 18 mars 2017 lèvent ce dernier voile : **la Chancelière est désormais bien seule sur la scène transatlantique**. Certes, les bases américaines en Allemagne (Ramstein, Bad Aiblingen) restent les principales têtes de pont sur le Vieux continent, mais les Etats-Unis n'ont plus de politique allemande. Et l'Allemagne peine à s'imposer sur la scène transatlantique [1]. Le refroidissement des relations germano-américaines tend aujourd'hui à devenir une divergence au moment même où l'Allemagne cherche des relais à sa puissance [2].



Union européenne : la solitude de la puissance

Cette solitude stratégique est d'autant plus préoccupante que l'Allemagne voit aujourd'hui ses [relais européens](#) traditionnels s'éloigner d'elle, parfois en raison même de son poids financier, économique et institutionnel.

Le couple franco-allemand est durablement démonétisé dans les deux pays malgré les tentatives récurrentes de le ranimer. Par-delà [les accolades avec Nicolas Sarkozy](#) puis François Hollande, la Chancelière Merkel n'a pas réussi à reconstruire un axe fort. La situation des finances publiques de la France rogne son crédit auprès des élites allemandes, les capacités limitées à mener des réformes structurelles mettent en cause son sérieux dans les enceintes européennes. Le dialogue transrhénan est au plus bas depuis que la France est entrée en campagne électorale. Bien sûr, le tandem a fonctionné, lors de [la crise ukrainienne](#) (2014-2015), au sein du format Normandie, pour conclure l'accord de Minsk II dans [le Donbass](#). La division du travail entre France et Allemagne face à [la Russie](#) a été une réussite. Certes, l'intérêt allemand pour le phénomène Macron va crescendo depuis le début de 2017. Mais il se lit avant tout comme le désir de retrouver un partenaire politique et économique fiable, rassurant et performant - en un mot : *zuverlässig*. A Paris, on digère mal le cavalier seul de la Chancelière négociant un accord avec les autorités turques pour limiter l'afflux de réfugiés. En l'espèce, la solitude résulte d'une attitude isolationniste.

Le Brexit prive l'Allemagne de relation forte avec le Royaume-Uni. Ce lien était pourtant essentiel à l'Allemagne dans les équilibres subtils entre Europe du Nord et Europe du Sud, entre grands pays et petits pays et dans sa gestion du couple franco-allemand, parfois étouffant.

Sur la scène européenne, [l'Allemagne](#) est de plus en plus seule : elle rallie ponctuellement des [Etats-membres](#) attachés à la rigueur budgétaire (Pays-Bas, Suède, Portugal). Mais ses positions favorables aux demandeurs d'asile lui ont durablement aliéné les Etats du groupe de Visegrad (Pologne, Slovaquie, Hongrie, Tchéquie). A l'est, dans son *Hinterland* historique, l'Allemagne est déconsidérée en raison de sa trop grande ouverture à l'islam, aux migrants et aux réfugiés.

Quant à l'Europe du Sud, elle a durablement conçu une rancœur marquée contre l'Allemagne au moment de [la crise de l'euro](#). Ainsi, les manifestations récurrentes sur la place Syntagma à Athènes ciblant l'Allemagne, Merkel et rappelant l'occupation de la Grèce durant la Deuxième Guerre mondiale ont affaibli l'image du pays.

Ultime développement : [le Brexit prive l'Allemagne de relation forte avec le Royaume-Uni](#). Ce lien était pourtant essentiel à l'Allemagne dans les équilibres subtils entre Europe du Nord et Europe du Sud, entre grands pays et petits pays et dans sa gestion du couple franco-allemand, parfois étouffant. Longtemps, le pays a su exploiter cette alliance de revers et de circonstance dans la relation triangulaire Paris-Londres-Berlin.

En Europe, l'Allemagne reste le géant institutionnel et économique incapable de rallier par son *soft power* et son effet d'entraînement, un véritable groupe d'Etats-membres amis sur la scène européenne. Sa puissance éloigne d'elle ses partenaires traditionnels.

Les liens séculaires avec la Turquie sont aujourd'hui instables

Les propos particulièrement durs, insultants du président turc R.T. Erdogan à l'égard de la chancelière le 20 mars 2017, relayés par une presse turque toujours encline au chauvinisme, signent la fin des illusions allemandes vis-à-vis du [partenaire turc](#). On se rappelle que le ministre turc des affaires étrangères était venu en Allemagne chercher des votes favorables pour le référendum sur le renforcement des prérogatives présidentielles [en Turquie](#). Les autorités allemandes avait interdit son meeting, déclenchant une réaction virulente pointant le supposé « totalitarisme » de la RFA. Cet ultime épisode atteste du degré de dégradation des relations entre Allemagne et Turquie.

Les relations entre Allemagne et Turquie sont d'un ordre différent de l'alliance germano-américaine, basée sur la confiance mutuelle. En effet, les élites politiques et économiques et diplomatiques allemandes sont lucides sur la dérive autoritaire et personnelle du système Erdogan. Il est difficile de dire si les provocations du président turc, qui relèvent d'abord d'une finalité intérieure, destinées à polariser le débat politique interne et remobiliser les partisans de l'AKP, initient une inflexion durable de [la politique européenne de la Turquie](#). Une chose est sûre cependant, l'éloignement de la Turquie de l'Allemagne, est une incertitude de plus pour l'Allemagne.

Pensant capitaliser sur l'héritage du partenariat bilatéral, cimenté par le poids d'une diaspora turque importante sur le territoire allemand, les autorités allemandes cherchent à maintenir le dialogue avec l'allié turc, membre de l'OTAN. Le chantage agité non sans perversité par les dirigeants turcs, Erdogan en tête, menaçant de dénoncer l'accord passé avec l'UE pour la fixation des migrants dans les *hotspots* le 22 mars 2016 fragilise particulièrement l'Allemagne, première concernée par une reprise des flux migratoires, et à ce titre impliquée dans la négociation de l'accord.

Une scène politique allemande peu en phase avec les affaires du monde

En Allemagne même, cette solitude géopolitique forcée suscite d'autant plus l'étonnement

qu'elle est ressentie comme subite et inattendue. Sous l'égide de la figure tutélaire d'Angela Merkel, les élites allemandes se sont recentrées sur les affaires intérieures et la prospérité (*Wohlstand*) qui sert de ciment à l'Allemagne depuis des décennies. Elles ont tant abordé les questions internationales à travers le prisme de l'économie et du développement des exportations allemandes, qu'elles ont été prises de court par [le Brexit](#). Tout se passe aujourd'hui comme si l'Allemagne découvrait sa propre solitude internationale.

Ce constat préoccupe le pays. L'année dernière, [il s'est doté, sous l'impulsion d'Ursula Von der Leyen, ministre de la défense francophone, d'un nouveau concept stratégique, le *Weissbuch zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr* ou Livre Blanc de la Défense \[3\]](#). Les inflexions sont sensibles : l'Allemagne entend porter son effort de défense au niveau qu'il avait avant la crise de 2008 ; elle déclare souhaiter pleinement participer aux coalitions garantissant la sécurité collective ; elle revendique toujours un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations-Unies ; et elle a également pris explicitement conscience de la résurgence de risques en provenance de la Russie et du [Moyen-Orient](#). Mais elle conserve le cadre constitutionnel et les réflexes politiques peu favorables au développement d'un *hard power* à la hauteur de son statut international. Le processus de révision de la politique de défense et de sécurité, résumé sous le mot de « consensus de Munich » [4], en est à son ébauche.

[Pour l'Allemagne](#), la solitude géopolitique s'accroît dans la conscience collective au moment où les menaces pesant sur les valeurs européennes n'ont jamais été aussi fortes depuis la fin de la Guerre froide. Les menaces sont endogènes : [montée des populismes](#), y compris en Allemagne avec l'AfD, créditée de 11-16% dans les sondages ; attentats terroristes à Berlin et en Hesse et en Bavière. Les risques sont aussi exogènes avec les deux foyers de crise, à la périphérie ukrainienne, d'une part, et en Méditerranée de l'autre, qui se rejoignent en Turquie.

En somme, les élites allemandes sont aujourd'hui embarrassées par leur propre puissance et par leurs obsessions domestiques.

Les trois incertitudes du leadership allemand

L'Allemagne est à la veille d'une série d'élections déterminantes, au niveau des Länder et au niveau du *Bund* : la Saxe élira sa Diète (Landtag) dimanche 26 mars 2017, le Schleswig-Holstein élira son parlement le 7 mai 2015 et la Rhénanie du Nord Westphalie, le 14 mai 2017. Quand aux élections fédérales du *Bundestag*, elles auront lieu le 24 septembre 2017. Sur le plan intérieur, toute la question est de savoir si Angela Merkel réalisera un quatrième mandat de Chancelière malgré « l'effet Martin Schultz ». Mais aussi de voir dans quelle mesure le populisme de l'*Alternative für Deutschland* prendra corps dans une Allemagne hostile à la xénophobie et confiante dans ses élites. Cette conjoncture intérieure laisse planer trois incertitudes sur sa place dans ses réseaux d'alliance traditionnels.

Première incertitude, l'Allemagne saura-t-elle choisir le type de rôle qu'elle veut assumer sur le continent : peut-elle rester le « nain politique et le géant économique » qu'était la RFA de la Guerre Froide ? Ou veut-elle devenir un véritable pilier de la sécurité collective en Europe ? De ce point de vue, le troisième mandat Merkel laisse ses pouvoirs publics au milieu du gué. D'un côté, Franz-Walter Steinmeier a réformé le ministère des affaires étrangères autour de la *Review 2014* qui accentue l'exposition internationale de l'Allemagne. En outre, le *Weissbuch*

de Ursula Von der Leyen a jugulé la spirale de démilitarisation du pays. Mais aucune réflexion n'est en court pour changer de paradigme et porter le *hardpower* allemand à la hauteur de son poids économique [5].

Deuxième incertitude, l'Allemagne de 2017 pourra-t-elle réactiver des réseaux d'alliance dans l'Union européenne ? [La France](#) s'impose comme le seul partenaire réaliste, incontournable sur le plan militaire et sécuritaire, car le seul en Europe à maîtriser l'ensemble du spectre des opérations extérieures, y compris la cyberdéfense. Mais l'appétit allemand des candidats aux présidentielles françaises est limité. L'attitude à l'égard de la Pologne sera déterminante. L'évolution polonaise rend un *reset* du triangle de Weimar désormais à court et moyen terme peu réaliste. La relation avec l'Angleterre désormais hors du champ européen reste une inconnue. Restent les *junior partners* : les pays de Visegrad ? Economiquement, ils constituent aujourd'hui l'hinterland de l'industrie allemande, intégrés à des degrés plus ou moins poussés à sa *supply chain* industrielle. Les pays du Sud de l'Europe lui sont peu favorables. Le Benelux, l'Autriche et les pays scandinaves ne constituent pas la masse critique suffisante. L'Europe carolingienne ne saurait être le dernier horizon européen.

Troisième incertitude, l'Allemagne de 2017 saura-t-elle surmonter son complexe oedipien à l'égard des Etats-Unis et imposer ses propres intérêts ? L'Amérique de Trump place en effet l'Allemagne entre des injonctions contradictoires : d'un côté, elle lui manifeste une condescendance insultante, comme le 18 mars 2017, et tente de la vassaliser. Mais d'un autre côté, elle réclame de l'Allemagne un effort de réarmement et de réinvestissement dans l'OTAN qui nécessite de la traiter en partenaire stratégique complet, autrement dit également sur le plan militaire. Face à ce dilemme insoluble, l'Allemagne de 2017 hésite encore à franchir le pas et à déployer sa propre stratégie sur les fronts baltiques, ukrainiens et méditerranéens. Cette stratégie est pourtant indispensable, notamment pour peser face à une Russie exploitant l'annonce d'un réchauffement avec Washington.

Quel que soit le vainqueur des élections allemandes, il sera le premier chancelier confronté à cette question d'un genre nouveau pour l'Allemagne : comment être puissante sans être seule ?

Copyright Mars 2017-Bret-Laurençon/Diploweb.

P.-S.

Cyrille Bret est ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration. Il a travaillé à l'Université de Moscou et enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris. Fabien Laurençon, Agrégé d'allemand, diplômé de Sciences Po Paris.

Notes

[1] Stephen F. Szabo : « Amerika zieht sich zurück, Deutschland wird Anker », in : Frankfurter Allgemeine Zeitung, 27.12.2016

[2] Peter Rudolf : « US-Aussenpolitik und Präsident Trump », SWP-Aktuell 10, mars 2017.

[3] Cyrille Bret, « White Paper 2016 » : l'Allemagne est-elle prête à exercer un « Leadership from the Center » ? Diploweb, 20 juillet 2016.

[4] Discours d'Ursula von der Leyen lors de la 50e conférence sur la sécurité en Europe, 31 janvier 2014.

[5] Barbara Kunz , « La consolidation du 'consensus de Munich' et des questions qui persistent », note IFRI, octobre 2016.